

« Orienter les modèles économiques vers des stratégies bas carbone pour contenir le réchauffement global en deçà de 2°C, c'est une nécessité et une exigence partagée qui transcende la simple dimension politique. C'est le sens de l'engagement de la société civile, et notamment celui des entreprises et des coalitions d'acteurs dont la mobilisation ne cesse de croître et de se structurer depuis la COP21.

C'est aussi tout l'engagement de notre cabinet impliqué dans les stratégies et réflexions sur le développement durable en accompagnant de nombreux acteurs publics, associatifs et privés mobilisés pour porter des solutions concrètes et poursuivre la mobilisation, et surtout l'action, pour un monde durable et apaisé! »

Sylvianne Villaudière, Dirigeante fondatrice du cabinet Alliantis

« CLIMAActu » est l'infolettre conçue et réalisée par le cabinet Alliantis sur le sujet du climat. Depuis 2014, vous y retrouvez régulièrement l'actualité liée au dérèglement climatique, abordée à travers différentes thématiques :

DIPLOMATIE CLIMATIQUE INTERNATIONALE
UNION EUROPEENNE ET CLIMAT
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
URGENCES CLIMATIQUES

MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
DE RIO+20 ... A LA COP22 ... ET BIENTOT COP23
AGENDA – EVENEMENTS CLIMAT

DIPLOMATIE CLIMATIQUE INTERNATIONALE



Rappel: Adopté en décembre 2015 lors de la COP21 par 197 pays des Nations unies, l'Accord de Paris vise à contenir le réchauffement climatique en dessous de 2 degrés : [Convention-cadre sur les changements climatiques](#) (anglais) ; [Convention-cadre sur les changements climatiques](#) (français)

La 22e conférence sur le climat, COP22 à Marrakech en novembre 2016 ([Communiqué de clôture de la COP22](#)) se voulait « africaine », en mettant en avant les initiatives lancées à l'échelle du continent, dont le point d'orgue a sans nul doute été l'organisation du premier Sommet africain de l'action pour le climat. La COP23 (6 au 17 novembre 2017), organisée par les îles Fidji à Bonn en Allemagne, permettra de mettre le curseur sur les conséquences du réchauffement climatique sur les Etats insulaires. En 2018, c'est la Pologne qui devrait accueillir la COP24.

- [Le G20 qui s'est tenu les 7 et 8 juillet 2017, à Hambourg en Allemagne aura surtout permis d'acter les désaccords entre les grandes puissances. Le communiqué final reconnaît la sortie des États-Unis de l'Accord de Paris. En réponse, le Président Macron a annoncé que se déroulera en décembre prochain un nouveau sommet en France sur le réchauffement climatique. "Le 12 décembre prochain, deux ans après l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris, je réunirai un nouveau sommet afin de prendre de nouvelles actions pour le climat, notamment sur le plan financier", a annoncé le Président.](#)

- Le G20 est parvenu à éviter la rupture totale avec les Etats-Unis de Donald Trump sur le climat, maintenant une porte ouverte pour un retour hypothétique dans l'Accord de Paris, mais au prix de concessions risquées. Après la décision le 1er juin du président américain de se retirer de l'Accord, le sommet du G20, réunissant les pays responsables de la plus grande partie des émissions polluantes de la planète, était particulièrement attendu. Au final, le texte validé isolé sur le papier les Etats-Unis en jugeant l'accord "irréversible". Le principal risque pour les défenseurs de l'Accord de Paris était en effet de voir d'autres pays se solidariser avec la démarche de Donald Trump.

- A l'issue d'une visite officielle de deux jours en France les 13 et 14 juillet, Donald Trump pourrait revenir en arrière et réintégrer l'Accord de Paris. C'est du moins ce que pense le Président français Emmanuel Macron. Outre le poids diplomatique de Paris, le dirigeant américain pourrait aussi céder sous la pression des acteurs économiques de son pays. Cité par le JDD, Emmanuel Macron assure que "Donald Trump a compris le sens de ma démarche, notamment le lien qui existe entre réchauffement climatique et terrorisme. Il m'a dit qu'il allait essayer de trouver une solution dans les prochains mois. On a parlé dans le détail de ce qui pourrait lui permettre de revenir dans l'Accord de Paris".

- Le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, a menacé samedi 8 juillet 2017 de ne pas faire ratifier l'Accord de Paris s'il n'obtient pas des conditions plus favorables, enfonçant un coin dans l'unité du G20 face à la politique climatique des Etats-Unis. "Après la décision prise par les Etats-Unis, notre position va dans la direction d'une non ratification par le Parlement", a-t-il déclaré lors de sa conférence de presse à l'issue du sommet du G20.

- Un groupe d'experts sur le climat, la TCFD (Task Force on Climate Disclosure), placé sous l'égide du G20, a rendu le 28 juin 2017 son rapport final sur l'évaluation du risque que fait peser le changement climatique pour les entreprises et l'économie. Près de 2 300 milliards de dollars de valeurs boursières sont menacées.

UNION EUROPEENNE ET CLIMAT

De leur côté, les dirigeants de l'Union Européenne tentent d'accélérer le mouvement en faveur des politiques Climat :

- Donald Trump ayant décidé de se retirer de l'Accord de Paris, les Européens doivent envisager une application unilatérale des recommandations du groupe de travail sur la transparence financière climatique (TCFD), présidé par Michael Bloomberg, homme d'affaire et politique américain. « Un consensus au G20, avec des États-Unis respectant l'Accord de Paris, aurait grandement facilité l'application obligatoire [des recommandations du TCFD] », reconnaît Christian Thimann, directeur de la durabilité au sein du groupe AXA et président d'un groupe de haut niveau sur la finance durable à l'UE, lors d'une interview le 4 juillet 2017 pour Euractiv. « Maintenant, nous devons attendre de voir ce qu'il se passe au G20 et si les recommandations sont adoptées ou non. »

- Dans un rapport intermédiaire publié le jeudi 13 juillet, le groupe d'experts européen de haut niveau (HLEG), créé par la Commission européenne, donne des orientations sur ce que pourrait être la finance durable. "La finance durable a deux objectifs", explique Christian Thimann, le président du groupe d'experts de haut niveau (HLEG). "Le premier est d'accélérer le financement d'une économie bas carbone et inclusive qui permette de répondre aux besoins de long terme, en particulier pour les infrastructures. Le second est de préserver la stabilité du système financier notamment en évaluant le poids de risques comme le changement climatique dans l'économie et

[la finance et plus généralement en intégrant l'analyse des grands défis Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance \(ESG\) dans la gestion financière". Les recommandations définitives sont attendues pour la fin de l'année, après des échanges avec les banques, assureurs, fonds de pensions, places financières, sociétés de gestion...](#)

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Nicolas Hulot, le Ministre de la Transition écologique, a présenté, jeudi 6 juillet 2017, un "plan climat" qui dessine la stratégie de la France pour limiter ses émissions de gaz à effet de serre et traduire en actes la volonté d'Emmanuel Macron de défendre l'Accord de Paris. La veille, le Premier ministre Edouard Philippe avait annoncé l'ambition de la France à horizon 2050 d'arriver à une "neutralité carbone", c'est-à-dire pour que le niveau des émissions de gaz à effet de serre ne soit pas plus élevé que les émissions capturées (par les forêts ou d'autres procédés de captage à définir).

- Nicolas Hulot, Ministre d'Etat, Ministre de la Transition écologique et solidaire a lancé le 6 juillet 2017 le Plan Climat français pour accélérer la transition énergétique et climatique. Il vise à mobiliser l'ensemble du Gouvernement sur les mois et années à venir pour faire de l'Accord de Paris une réalité pour les Français, pour l'Europe et pour l'action diplomatique de la France. Avec le Plan Climat, la France accélère l'application opérationnelle de l'Accord de Paris et dépassera ses objectifs initiaux à travers six axes :

- Rendre irréversible la mise en œuvre de l'Accord de Paris ;
- Améliorer le quotidien de tous les Français ;
- En finir avec les énergies fossiles et s'engager dans la neutralité carbone ;
- La France n°1 de l'économie verte ;
- Encourager le potentiel des écosystèmes et de l'agriculture ;
- Intensifier la mobilisation internationale sur la diplomatie climatique.

« Les enjeux climatiques sont la pierre angulaire de la solidarité universelle. Il est de notre devoir de dépasser nos objectifs, d'aller plus loin, plus vite. Je souhaite que la transition écologique et solidaire, cette formidable opportunité tant économique, environnementale que sociétale, puisse améliorer le quotidien de tous les Français. Et cette solidarité, nous devons aussi la partager à l'international. » a déclaré Nicolas Hulot.

[Communiqué - Lancement du Plan Climat](#)

[Dossier de presse - Lancement du Plan Climat](#)

[Plan Climat](#)

[- Interviewé sur RTL, le Ministre de la Transition écologique et solidaire Nicolas Hulot a annoncé lundi 10 juillet que la France pourrait fermer "jusqu'à 17 réacteurs" pour atteindre l'objectif de réduire à 50% la part du nucléaire dans la production d'électricité d'ici 2025, prévu par la loi de transition énergétique.](#)

[- Dans une interview accordée aux « Echos » du 12 juillet 2017, le Premier ministre Edouard Philippe estime que des fermetures de centrales nucléaires auront "bien sûr" lieu en France "à moyen terme". Il rappelle les grands objectifs et les contraintes du Gouvernement en matière énergétique. "Sur le fond, l'objectif de baisser la part du nucléaire dans la production d'électricité est un objectif formulé par le président pendant la campagne sur lequel il n'y a pas à discuter", souligne Edouard Philippe, jadis directeur des affaires publiques du groupe nucléaire Areva \(entre 2007 à 2010\). "L'idée n'est pas de rompre avec le nucléaire mais d'arriver à un mix énergétique plus équilibré", précise-t-il.](#)

- La transition énergétique et écologique est aujourd'hui au cœur des problématiques financières. Les évolutions du cadre réglementaire et la montée des risques climatiques obligent les institutions financières à s'adapter. Mais les incitent aussi à se saisir de nouvelles opportunités. Novethic explique de quelle manière.

- Un rapport publié fin juin 2017 par le Climate Action Tracker (CAT) juge que l'avenir du gaz naturel dans le système énergétique mondial est limité, même comme énergie de transition. En cause : la concurrence croissante des énergies renouvelables. Selon les experts, des investissements massifs dans le gaz risquent d'être dévalorisés, tout en créant un obstacle à l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris. Le CAT alerte sur la construction de nouvelles infrastructures gazières nocives pour le climat et risquées financièrement. La part du gaz a augmenté dans la production d'électricité mondiale, passant de 15 % en 1990 à 22 % en 2014. Il est même devenu la première source aux États-Unis devant le charbon avec un bond de 54 % sur la dernière décennie. Et selon les projections, d'ici à 2025, il devrait augmenter de 105 % en Chine, de 90 % en Inde et de 31 % en Afrique.

- Le 29 mars dernier, le Royaume Uni déclenche l'article 50 du Traité de l'Union européenne initiant une procédure de retrait inédite. Les négociations sont désormais en cours sur les contours de ce Brexit et doivent aboutir au plus tard en mars 2019. Parmi les incertitudes, il y a l'impact de cette sortie sur les politiques écologiques en Europe. Pour l'instant tout est hypothétique et il va falloir attendre encore quelques mois pour voir comment la question environnementale sera débattue dans le cadre des négociations sur les termes du Brexit. "Deux sujets seulement sont actuellement sur la table, celui de la citoyenneté et de la finance, raconte Pascal Durand, eurodéputé Verts. Mais je dois avouer que je suis assez inquiet pour l'environnement."

- La décarbonisation de l'économie européenne est cruciale pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris pour maintenir le réchauffement climatique en dessous des deux degrés. Lors d'un événement à Bruxelles le 23 juin 2017, plusieurs associations se sont réunies pour lancer l'Electrification Alliance. Une initiative ayant pour but de faire reconnaître l'électricité comme acteur essentiel de la transition énergétique européenne, qui permettra une décarbonisation efficace et dans les temps. L'alliance est constituée de l'Union de l'industrie de l'électricité (Eurelectric), de SolarPower Europe, WindEurope, l'Institut européen du cuivre, l'association européenne des pompes à chaleur, et l'association pour le développement de la mobilité électrique (AVERE).

URGENCES CLIMATIQUES

La crise climatique s'aggrave et s'accélère, bien des faits et chiffres en attestent :

- Au moins 200 personnes ont été tuées en 2016 à travers le monde pour avoir défendu l'environnement, selon le rapport annuel de l'association Global Witness publié jeudi 13 juillet. Il s'agit de l'année la plus meurtrière pour les militants écologistes.

- Publiée le 10 juillet 2017 dans la revue Pnas, une étude montre que la 6e extinction de masse des animaux s'accélère à un rythme très alarmant. Plus de 30% des espèces de vertébrés déclinent dans le monde, aussi bien en population qu'en étendue géographique, conclut cette étude dont les termes sont inhabituellement alarmants. «Il s'agit d'un anéantissement biologique qui survient au niveau global, même si les espèces auxquelles appartiennent ces populations existent toujours quelque part sur Terre», affirme sans détour l'un des auteurs.

- Les océans qui couvrent plus de 70% de la surface terrestre jouent un rôle essentiel pour la régulation thermique de notre planète. Le problème est qu'en se réchauffant, ils se dilatent et grignotent petit à petit les régions côtières. Or, les océans se réchauffent plus rapidement que prévu révèle une étude publiée dans un article de Nature Climate Change du 26 juin 2017.

- Du fait du réchauffement, les Etats-Unis, dont le PIB devrait diminuer de 1,2% par degré Celsius, verront les inégalités inter-Etats se creuser. Et ce au détriment des régions qui sont déjà les plus pauvres, révèle une étude publiée jeudi 29 juin dans Science. «Je me bats tous les jours pour les Américains», déclarait Donald Trump le 1er juin pour justifier la sortie des Etats-Unis de l'accord de Paris. Un mois après ce discours, l'étude démontre un peu plus que le Président américain, sourd aux vérités scientifiques, tire en réalité contre son propre camp.

- Sarah Thomson, une étudiante en droit de 26 ans, accuse le gouvernement néozélandais d'inaction face au réchauffement de la planète. Un procès s'est ouvert ce lundi 26 juin. La jeune femme critique en particulier l'objectif que le pays s'est fixé dans le cadre de l'accord de Paris. Cette démarche remet en avant l'idée d'écocide, de crime contre l'environnement. Cette notion est défendue, entre autres, par Valérie Cabanes, juriste spécialisée dans les droits de l'Homme, que Novethic avait rencontré en octobre 2016.

MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

- Dans une tribune au « Monde » fin juin 2017, les économistes Michel Aglietta, Etienne Espagne et Baptiste Perrissin Fabert expliquent que la réprobation de la décision américaine de quitter l'Accord de Paris ne doit pas faire illusion : le choix de Washington va bel et bien inciter les marchés financiers à ignorer le risque climatique.

- Dans une interview accordée le 2 juillet 2017 au journal Marianne, Pascal Canfin affirme : "La lutte pour le climat doit entrer dans la Constitution". Pour le Directeur Général de WWF France, l'action contre le dérèglement climatique doit devenir constitutive de l'identité politique de la France du XXIe siècle, au-delà des alternances.

- 86 % des Français seraient prêts à changer leurs habitudes pour faire face au changement climatique mais beaucoup ne savent pas par où commencer. Pour les y aider, le WWF travaille sur une application de crowddacting (sur le principe du crowdfunding, le crowddacting permet de mobiliser non pas des fonds mais des actions sur une thématique afin de leur donner plus de poids). Elle permettra de fédérer une communauté autour d'actions de consommation responsable. L'application sortira en janvier prochain.

- Transition écologique et justice sociale même combat ? C'est ce qu'ont tenté de démontrer les participants des deuxièmes universités d'été de France Nature Environnement. Sans cacher les remises en question que cela implique. "Nos sociétés seront plus justes si elles sont plus soutenables et elles seront plus soutenables si elles sont plus justes." C'est en reprenant cette phrase de l'économiste Eloi Laurent que le Président de FNE, Michel Dubromel, a ouvert les deuxièmes universités d'été de la fédération des associations de protection de la nature et de l'environnement qui se sont tenues du 29 juin au 1er juillet dans l'Essonne.

- Le Conseil économique et social français (CESE) et son équivalent européen veulent relancer la coopération des sociétés civiles européennes. Objectif : intégrer les questions environnementales et sociales à l'agenda européen. Les structures de représentation de la société civile adoptent des formes très variées, en Europe et dans le monde. Elles travaillent souvent discrètement, derrière des portes feutrées, même si les choses changent peu à peu. Réformé en 2008, le CESE français intègre désormais de nombreuses ONG et associations, notamment sur l'environnement, en plus des traditionnels syndicats.

- Lors du Campus Annuel le 29 juin dernier, les membres et partenaires du Collège des Directeurs du Développement durable (C3D) se sont réunis à Deauville pour fêter les 10 ans de l'association. Fabrice Bonnifet, Président du C3D, a présenté la nouvelle vision de l'association pour les années futures. A cette occasion, le C3D organisait également la 1ère édition d'un concours - le « Positive Impact Pitch C3D » - à destination des porteurs d'initiatives environnementales et sociétales. Les participants ont décerné le 1er prix à Zephyr Solar et attribué le Prix Coup de Cœur à PHENIX.

- Le Groupe EcoAct, qui depuis 11 ans apporte aux entreprises et aux territoires une expertise unique pour anticiper et se transformer positivement face aux enjeux climat et carbone, a annoncé le 13 juillet dernier l'acquisition de Carbon Clear, un acteur majeur du conseil dans les domaines du changement climatique, du développement durable et de l'énergie au Royaume-Uni.

- Axa, Burberry, Carlsberg et AkzoNobel ont rejoint RE 100, une initiative regroupant des grandes entreprises qui s'engagent à s'alimenter exclusivement à partir d'énergies renouvelables. On y retrouve Ikea, Apple, Coca-Cola, Crédit agricole, Facebook, Google, Microsoft, Nike, Walmart... Avec ces 4 nouveaux entrants, RE 100 franchit le cap symbolique des 100 membres. Toutes ces entreprises consomment 146 TWh d'électricité, l'équivalent d'un pays comme la Pologne.

- La RATP a émis un Green bond le 23 juin 2017, une obligation verte, de 500 millions d'euros. Selon l'entreprise, ce premier Green Bonds va "soutenir la politique de RSE (responsabilité sociétale des entreprises) et démontrer la volonté (de la RATP) de relever le défi du changement climatique". Ces 500 millions d'euros vont permettre de financer trois projets : "le renouvellement du parc de matériel roulant du RER A, la ligne ferroviaire urbaine la plus fréquentée d'Europe avec plus d'1,2 million de voyageurs par jour", "l'automatisation de la ligne 4 du métro, 2e ligne la plus fréquentée du métro parisien" et "l'achat de locotracteurs bimodes électriques pour la maintenance des infrastructures RER".

- Dans son bulletin de juin 2017, la Banque d'Angleterre explique qu'elle examinera l'exposition des banques britanniques aux changements climatiques. Une annonce qui intervient dans un contexte international porteur pour prendre conscience des menaces financières liées au climat. "C'est la première fois qu'un régulateur financier examine le risque climatique d'une manière aussi complète que dans le secteur bancaire " a déclaré Ben Caldecott, Directeur du programme de financement durable à l'Université d'Oxford. Pour l'instant, aucun détail n'a été donné du point de vue du calendrier.

- La Chine a annoncé la construction de la première "ville-forêt" de la planète. Son nom : Liuzhou Forest City. Pensée par l'architecte italien Stefani Boeri Architetti, cette cité sera autosuffisante grâce aux énergies renouvelables et entièrement recouverte de végétation. Cette ville futuriste et écologique pourra accueillir 30 000 habitants, absorber 10 000 tonnes de CO2 et 57 tonnes de polluants par an "tout en produisant 900 tonnes d'oxygène".

Depuis Rio en 92... à la COP22 (Cliquez ici pour lire la suite)

Présente à Rio en 1992 avec une délégation de chefs d'entreprises français pionniers du développement durable au moment du 1^{er} Sommet de la Terre, Sylvianne Villaudière a fondé en 2000 le cabinet Alliantis pour « tisser des alliances » et accompagner les décideurs en matière de stratégie de communication partenariale et RSE. Mobilisée à l'occasion des deux grands événements mondiaux : Rio+20 et la COP21 à Paris en tant que coordinatrice de « Solutions COP21 » au Grand Palais... elle a aussi contribué à la COP22 en tant que coordinatrice d'Entreprises COP22 présidée par Brice Lalonde.

En 2016, cette coordination « Entreprises COP22 » a contribué aux dialogues et synergies entre les réseaux français d'entreprises et les réseaux d'entrepreneurs, start up et créateurs marocains et africains concernés par les enjeux climat. Retrouvez un retour en images sur le blog de la Coordination en cliquant ici.

Blog de la Coordination : www.entreprisescop22.wordpress.com

Dans la continuité de la mobilisation lors de la COP22, nombre d'acteurs seront présents sur le pavillon multiacteurs proposé par le Club France Développement durable et le Comité 21 à Agadir (Maroc) dans le cadre de la deuxième Edition de Climate Chance du 11 au 13 septembre 2017.

Présentation du « Livre Blanc - Femmes Santé Climat suite à la COP22 » **le 8 mars 2017 à l'Ambassade du Royaume du Maroc à Paris**

Dans la continuité de la COP22, les représentantes des 3 réseaux féminins, Isabelle Guitton (Femmes et Développement Durable), Isabelle Blin (Supplément d'Elles) et Sylvianne Villaudière (Femmes Débat et Société) ont présenté le 8 mars 2017, à l'Ambassade du Royaume du Maroc à Paris, un Livre blanc intitulé : « Femmes, santé, climat, avançons ensemble vers la COP22 » regroupant des témoignages de responsables de la sphère privée ou publique, œuvrant à leur manière contre le dérèglement climatique et ses impacts sur les femmes et sur la santé.

Un Appel à de nouvelles contributions en vue de l'édition du Livre Blanc « Femmes Santé Climat de la COP 22 à la COP23 » a été lancé par les réseaux féminins à l'attention du plus grand nombre de réseaux français, marocains/africains et internationaux, et en particulier des Iles Fidji.

Consultez le livre Blanc « Femmes Santé Climat » ; Plus d'information : www.climat-sante.org

Retour sur le Climate Breakfast du 6 juillet 2017

« Regards croisés d'entreprises à travers le monde, comment tenir la trajectoire 2°C ? »



Organisé à Paris, à l'Hôtel de l'Industrie, ce Climate Breakfast a permis de croiser les regards d'intervenants engagés sur la trajectoire 2°C en Chine, Amérique du Nord, Afrique et Europe, notamment à travers l'initiative Science Based Targets, lancée par le WWF, le World Resources Institute, le Global Compact des Nations Unies et le CDP pour aider les entreprises à établir des objectifs de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre basés sur des données scientifiques.

Experts, chercheurs et entrepreneurs internationaux ont échangé autour des sujets d'une économie bas-carbone et de l'impératif du maintien de la température moyenne mondiale sous la barre des 2°C d'ici 2100 en présence notamment de :

- *Jean-Pierre Raffarin - Ancien Premier Ministre, Président de la Fondation Prospective et Innovation*
- *Brice Lalonde - Ancien Ministre, Président du Business & Climate Summit, Conseiller spécial du Global Compact et Président de l'Académie de l'eau*
- *Marie-Claire Daven - Directrice du Développement durable et des Affaires institutionnelles internationales de Kering*
- *Stéphane Aver - Président d'Aaqius*
- *Sophie Chambon - Directrice RSE et Conseillère spéciale Afrique du Groupe Atos*
- *Thanh-Tâm Lê - Directeur général de Climate-KIC SAS et Directeur Méditerranée de Climate-KIC*
- *Thierry Fornas - Président, Co-Fondateur d'EcoAct et de Climate Pal*
- *Haron Wachira - Consultant de Climate Pal*
- *Kenneth Mwenda - Project Manager de Climate Pal*
- *William Theisen - Directeur général d'EcoAct USA*



Plus d'informations sur le [site du Climate Club](#)

AGENDA – EVENEMENTS CLIMAT

- 28 et 29 août, [15e Université d'été d'ACIDD](#) (Bordeaux)
- 30 et 31 août 2017, 5^{ème} Edition - Université d'été E5T (La Rochelle)
- 31 août et 1er septembre, [Business and Climate Summit](#) (BCS) (New Delhi – Inde)
- 4 et 5 septembre 2017, [10e Forum mondial convergences](#) : "Ensemble, innovons pour un monde Zéro Exclusion, Zéro Carbone, Zéro Pauvreté !" (Paris)
- 5 au 8 septembre 2017, [the 4th International Conference on Research for Development](#) (ICRD) (Bern – Suisse)
- 9 au 15 septembre 2017, [9ème Congrès mondial d'éducation à l'environnement](#) (WEEC) (Vancouver – Canada)
- 11 au 13 septembre 2017, [Deuxième Edition de Climate Chance](#) (Agadir – Maroc)
- 12 septembre 2017, Climate Breakfast à Agadir (Maroc) dans le cadre de Climate Chance sur le thème « Solutions vertes, climat et ODD comme levier de performance »
- 16 et 17 septembre 2017, [Sixth International Conference on Climate Change Adaptation 2017](#) - Unique Conferences Canada (Toronto – Canada)
- 18 au 24 septembre 2017, [Climate Week](#) (New York – Etats Unis)
- 19 au 21 septembre 2017, [Cities and Climate Conference 2017](#) (Potsdam – Allemagne)
- 20 septembre 2017, Climate Breakfast à New-York (Etats-Unis) sur le thème « Carbon Neutral Business at the Board level : Why now and how ? », dans le cadre de la Climate Week
- 21 septembre 2017, Débat du Comité 21 sur le thème « Responsabilité sociale climatique : quels enjeux pour les acteurs non étatiques ? » (Paris)
- 25 au 27 septembre 2017, [Principles for Responsible Investment - PRI in Person](#) (Berlin – Allemagne)
- 16 octobre 2017, Paris Europlace International Infrastructure Forum 2017 (Paris)
- 17 et 18 octobre 2017, Pré-COP (Nadi - Fidji)
- 19 octobre 2017, Débat du Comité 21 sur le thème : « L'adaptation aux changements climatiques : une nécessaire mise en débat » (Paris)

- 24 au 27 octobre 2017, [9e édition de Pollutec Maroc](#) (Casablanca – Maroc)
- **6 au 17 novembre 2017, COP23 organisée par les îles Fidji (Bonn - Allemagne)**
- 14 novembre 2017, [Troisièmes Rencontres Euro PP](#) (Paris)
- 14 au 16 novembre 2017, [World Climate Solutions](#) (Bonn – Allemagne)
- 4 jours en novembre 2017, [rencontre organisée par l'Alliance pour une Education à la Citoyenneté Planétaire de jeunes du Nord et du Sud à la COP 23](#) - Avec le soutien notamment de Jean Jouzel, Climatologue, Vice-président du groupe scientifique du GIEC
- 20 novembre 2017, Débat du Comité 21 sur le thème : « Quel bilan de la COP23 ? » (Paris)
- 29 novembre au 1^{er} décembre 2017, [International Congress on Climate Change and its Impacts](#) organisé par SGP (Huaraz – Pérou)
- Le 12 décembre 2017, Sommet d'étape sur la lutte contre le réchauffement climatique (Paris-France)
- 12 au 14 décembre 2017, [World Efficiency Solutions](#) (Paris)
- Fin janvier 2018, 19^{ème} édition des Assises Européennes de la Transition Energétique (Palexpo - Genève)

Qui sommes-nous ?

Spécialisé dans le conseil en stratégie d'alliances et la communication en réseau, Alliantis accompagne les dirigeants d'entités publiques, associatives et privées soucieux d'anticiper et de s'adapter aux enjeux d'un futur durable, dans un esprit partenarial, de dialogue et d'ouverture aux autres acteurs.

Alliantis a été co-fondateur avec Hopscotch de Solutions COP21, organisé en 2015 à l'initiative du Comité 21 avec les membres et réseaux du Club France Développement durable. En 2017, Alliantis poursuit son développement en se rapprochant d'EcoAct, groupe international apportant aux entreprises et aux territoires une expertise unique pour anticiper et se transformer positivement face au changement climatique.

Si vous souhaitez nous faire parvenir des informations susceptibles d'apparaître dans cette infolettre, merci de nous envoyer un mail à Brice Lafon : blafon@alliantis.fr

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette infolettre, merci de nous renvoyer un mail à alliantis@alliantis.fr.



Cabinet Alliantis

Tel : 01 44 56 09 56

www.alliantis.fr



www.solutionscop21.org